

# CRISE DU CAPITALISME GLOBALISÉ ET MUTATION DU PAYSAGE MILITAIRE



YANN LE POLLOTEC\*

**L**a crise du capitalisme globalisé, financiarisé et numérisé depuis le début de **xxi<sup>e</sup>** siècle a profondément changé le paysage militaire.

Au lendemain de la disparation de l'Union soviétique et de la fin de guerre froide, les États-Unis étaient devenus à la fois la première puissance scientifique, économique et militaire et cela, sans aucun rival potentiel. Ils avaient fait la démonstration de la puissance de leur outil militaire en anéantissant, quasiment sans perte, en quelques jours l'armée irakienne structurée à la soviétique et équipée des armements parmi les plus sophistiqués de l'URSS. La fin de la guerre froide avec la signature entre les États-Unis et l'Union soviétique agonisante du traité portant sur les missiles intermédiaires (INF) avait permis de réels progrès en matière de désarmement nucléaire et classique sur la zone Europe-Russie.

Aujourd'hui les choses ont profondément changé. Si les États-Unis gardent une puissance militaire sans équivalent tant du point de vue du nucléaire que des armements conventionnels, que de ses capacités logistiques, industrielles et informationnelles, leur hégémonie est en crise sur tous les terrains. Depuis la fin de la première guerre du Golfe, ils n'ont réussi à gagner aucune des guerres qu'ils ont déclenchées : Kosovo, Afghanistan, deuxième guerre d'Irak, Syrie... L'outil militaire des États-Unis, du fait d'une surconsommation de

---

\* MEMBRE DU COMITÉ NATIONAL DU PCF ET RESPONSABLE DE SA COMMISSION DÉFENSE.

technologie, coûte de plus en plus cher pour des résultats de plus en plus médiocres. Les États-Unis ont depuis 2001 dépensé dans leurs différentes guerres plus de 6 000 milliards de dollars, soit l'équivalent de trois années de produit intérieur brut de la France. Le coût d'élimination d'un combattant de l'État islamique en Syrie par l'armée américaine était évalué à plus 350 000 €.

Leur volonté d'implanter des bases de système antimissile en Europe et en Asie a relancé la course aux armements nucléaires en contraignant la Russie à annoncer la conception ou l'existence de nouvelles armes de destructions massives afin de rester une puissance crédible.

De même, la stratégie d'encerclement de la Russie par l'OTAN via son élargissement, y compris en direction de l'Ukraine et de la Géorgie, au mépris des accords de fin de guerre froide avec l'Union soviétique, est en échec et est devenu un facteur de tension extrêmement fort.

Pire, de plus en plus de vassaux historiques de Washington, comme la Turquie, l'Arabie Saoudite, Israël, le Pakistan, le Japon ou la Corée du Sud, sans rompre leurs liens avec les États-Unis, suivent leurs propres feuilles de route géostratégiques, qui entrent en contradiction et en conflit avec certains des intérêts de la politique américaine.

Le leadership des États-Unis dans les domaines scientifiques, technologiques, spatiaux et économiques commence à être contesté par la Chine. Or l'internationalisation de la production et des échanges et leur globalisation font qu'il est très difficile de dire qu'un produit est *made in USA* ou *made in China*, ce qui rend plus complexe la mise en œuvre des traditionnelles stratégies protectionnistes des États-Unis.

L'OTAN elle-même est en crise. La Turquie qui, hors État Unis, Grande-Bretagne et France, est la seule armée digne de ce nom dans l'OTAN, entend prioriser ses propres ambitions nationalistes en développant un important complexe militaro-industriel, y compris en passant des accords militaires avec la Russie. Pour sa part, la France Macron, avec le soutien pusillanime de l'Allemagne, tente de créer et de diriger un pilier européen de l'OTAN dont l'ambition serait de traiter d'égal à égal avec les États-Unis. Or Washington, quel que soit le président, ne veut absolument pas de pilier européen de l'OTAN. Le Pentagone n'entend aucunement partager son leadership absolu sur l'OTAN, par contre il fait tout

pour que les armées européennes soient totalement intégrées dans leur système militaire pour le plus grand bénéfice de leur complexe militaro-industriel. De plus, la Pologne, les pays baltes, les Pays-Bas, la Hongrie et la Grande-Bretagne, pour des raisons diverses, s'opposent au pilier européen voulu par Macron.

Face à la crise de leur hégémonie militaire, les États-Unis réagissent autour de trois axes : la réouverture de la course aux armements nucléaires, la militarisation de l'espace et une nouvelle doctrine militaire, le Networks Centric Warfare. Cette doctrine se base sur un surinvestissement dans la technologie et le capital au détriment de l'homme, l'automatisation et la robotisation, le rôle de plus en plus important des sociétés privées militaires liées aux groupes du complexe militaro-industriel et à l'omniprésence de systèmes d'information qui visent à mettre sous contrôle et dépendance totale les armées alliées, en particulier celles de l'OTAN.

Dans le même mouvement, avec l'intensification de la globalisation de la production et des échanges, avec le développement des grandes plateformes numériques capitalistes, qui entretiennent avec les États et singulièrement les États-Unis des rapports contradictoires, les menaces sur l'indépendance nationale des peuples et de leur sûreté se sont diversifiées : pillage des ressources naturelles, achat massif de terre agricole<sup>1</sup>, spéculation sur les biens et produits indispensables à la vie<sup>2</sup>, mainmise sur l'ensemble des données personnelles<sup>3</sup>, espionnage économique et industriel systématique, extra-territorialité des lois des États-Unis, privatisation des savoirs et des savoir-faire via les brevets et la propriété intellectuelle, noyautage des institutions nationales et internationales, multiplication de sociétés internationales de sécurité lourdement armées au service d'intérêts privés ou parapublics.

Par rapport à ces nouvelles menaces, le numérique, les réseaux de télécommunication qui lui sont liés et les systèmes de géolocalisation jouent un rôle stratégique crucial. Un pays peut être mis à genoux par une attaque cybernétique en quelques heures. Le blocage du système électrique du Venezuela par une cyberattaque,

---

<sup>1</sup> Pour l'instant, le phénomène est essentiellement localisé en Afrique, mais déjà certaines des riches terres agricoles françaises sont aussi victimes de cette prédation.

<sup>2</sup> Céréales, médicaments, eau potable, énergie.

<sup>3</sup> Santé, justice, consommation, déplacements...

si elle est confirmée, serait une des premières illustrations de la puissance destructrice d'une cyberguerre.

## **Retour paradoxal de la course aux armements nucléaires**

Sous l'impulsion de la signature du Traité sur les missiles intermédiaires (INF) entre les États-Unis et l'Union soviétique, de fortes avancées en matière de désarmement nucléaire eurent lieu dans les 1<sup>res</sup> années de la fin de la guerre froide. Ces progrès furent le fait des États-Unis, de la Russie, mais aussi de la Grande-Bretagne et de la France. Nombre de missiles, de bombardiers, de sous-marins nucléaires furent alors démantelés et détruits. À cette époque l'Afrique du Sud et le Brésil, abandonnèrent leur propre programme nucléaire militaire.

Pour sa part, dans les années 1990, la France a démantelé la composante terrestre de son armement nucléaire : missiles stratégiques du plateau d'Albion, missiles tactiques Pluton, abandon du missile Hadès. La France a finalement signé en 1998 le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Plus important depuis 1997, les sites de production de matières fissiles de qualité militaire – Marcoule et Pierrelatte – sont en cours de démantèlement, ce qui interdit tout accroissement en termes quantitatifs de la force nucléaire française.

Les États-Unis (6 450 têtes nucléaires), et la Russie (6 600 têtes nucléaires) concentrent à eux seuls plus 90 % de l'arsenal nucléaire mondial, la France et la Chine, avec respectivement 300 et 270 têtes nucléaires, sont loin derrière<sup>4</sup>.

Malheureusement, le programme antimissile des États-Unis en remettant cause une part de la crédibilité de la dissuasion russe, déjà mise à mal par l'état de délabrement des forces stratégiques de ce pays, a relancé la course aux armements nucléaires.

Ainsi, en mars 2018, Poutine a présenté plusieurs programmes d'armes nucléaires intégrant des ruptures technologiques, censés non seulement répondre au bouclier antimissile américain, mais aussi établir un ascendant de la Russie sur les États-Unis : torpille nucléaire Status 6, missile de croisière à propulsion nucléaire, missile

---

<sup>4</sup> Suivent la Grande-Bretagne 215, le Pakistan 140, l'Inde 130 et Israël 80.

hypersonique intercontinental Avangard, missile de croisière hypersonique Kinzhal.

Si certaines de ces armes, comme le missile hypersonique Kinzhal, sont en phase d'essai intensif avant mise en service effective, la majeure partie de ces engins ne sont en fait qu'au stade du projet ou relève plus de bluff que d'une réalité opérationnelle. Les États-Unis ont bien sûr exploité ces annonces de Poutine pour enfoncer les derniers clous du cercueil du traité INF.

L'administration Trump fait planer la menace de non-renouvellement en 2021 du Traité New Start de réduction des armées nucléaires stratégiques, si elle est toujours aux affaires à ce moment-là.

Les États-Unis prévoient aussi un abaissement du seuil d'utilisation d'armes nucléaires à certaines attaques conventionnelles, voire à des cyberattaques.

Pour leur part la France et la Chine entendent en rester à des programmes de modernisation, au demeurant fort dispendieux, afin d'essayer de maintenir la crédibilité de leur force nucléaire respective.

On est certes dans un retour de la course aux armements nucléaires, mais, contrairement à la guerre froide où cette course opposa les États-Unis à l'Union soviétique et fut fatale à celle-ci, aujourd'hui seuls les États-Unis font réellement la course face à des menaces russes ou chinoises, qui restent essentiellement virtuelles vis-à-vis d'eux.

En 2018, le budget militaire global des États-Unis était de 649 milliards de dollars et 3,2 % du PIB contre 250 milliards et 1,9 % du PIB pour la Chine, 68 milliards et 8,8 % du PIB pour l'Arabie Saoudite, 64 milliards et 2,3 % du PIB pour la France et 62 milliards et 3,9 % du PIB pour la Russie.

En ayant conscience que le problème principale vient des États-Unis, la France devrait jouer de son statut de troisième puissance nucléaire afin de relancer le processus de désarmement nucléaire multilatéral des années 1990, en y incluant cette fois l'Inde, le Pakistan et surtout Israël.

## La militarisation de l'espace

De la maîtrise du devenir de notre planète aux crises climatiques, de l'Internet des objets à la téléchirurgie, de la géolocalisation à la locomotion autonome, de l'agriculture raisonnée à l'industrie 4.0, de la biologie en microgravité à la

compréhension de notre galaxie, l'avenir des progrès scientifiques, technologiques, économiques, écologiques et sociaux s'écrivent dans l'espace. On est entré dans un nouvel âge spatial, où l'accès à l'espace n'est plus un monopole étatique, où des acteurs privés comme Blue Origin (Amazon) et SpaceX pratiquent un *low cost* spatial largement financé par les commandes du Pentagone et de la NASA, où des constellations de centaines de minisatellites et de nanosatellites en orbite basse vont se multiplier.

L'espace est devenu un enjeu stratégique majeur pour l'avenir des sociétés humaines. En effet, l'actuelle globalisation de la production et des échanges ne peut fonctionner sans les satellites de géolocalisation et de télécommunication. Des programmes européens, comme le Copernicus de surveillance de la terre, sont déterminants pour l'avenir de l'humanité et la maîtrise de son environnement écologique. De même, l'existence de Galileo comme alternative au monopole du GPS américain est décisive pour garantir l'indépendance économique et l'autonomie stratégique de l'Europe et de la France.

134

Jusqu'à une période récente, l'usage militaire de l'espace s'articulait autour de trois fonctions stratégiques pour les armées d'aujourd'hui : le recueil de renseignements (images, écoutes ...), la transmission sécurisée de données par des satellites de télécommunication et la géolocalisation et les aides à la navigation pour guider les armées et effectuer des frappes dites de précision sur l'adversaire (le GPS américain, le Glonass russe, le Beidou-2 chinois, et depuis peu, le Galileo européen). L'usage militaire de l'espace ne jouait pas un rôle offensif direct, en dépit de diverses expérimentations d'armes antisatellites et des plans fantasmagoriques de la guerre des étoiles de Reagan.

L'espace était régi par le Traité international de 1967, complété par la Convention de 1972 sur les responsabilités pour les dommages causés par des objets spatiaux. Ce traité interdit explicitement la mise en orbite d'armes nucléaires ou de destruction massive. Il prohibe l'utilisation de la Lune et tout autre corps céleste à des fins guerrières, en proscrivant explicitement leur usage pour tester des armes quel qu'en soit le type, conduire des manœuvres militaires, établir des bases militaires, des installations ou des fortifications. De plus, le traité fait aussi défense de s'arroger des ressources extraterrestres en établissant une propriété privée.

Mais, depuis une dizaine d'années, deux camps s'opposent autour de ce traité. D'un côté, les États-Unis, les puissances

européennes et le Japon qui prônent la militarisation et son ouverture à son exploitation via des concessions et un régime de propriété privée et de l'autre, soixante-dix-sept nations emmenées par la Russie et la Chine qui proposent de renforcer le Traité de 1967 par un nouveau traité, le PPWT<sup>5</sup>, qui bannirait toutes les armes de l'espace, quelle que soit leur nature, et qui prohiberait le recours à la force et à la menace d'y recourir contre des objets spatiaux, y compris avec des armes susceptibles de viser un satellite – missile ou système incapacitant, comme les lasers – depuis la Terre.

Obama, en 2015, avec la signature du Space Act américain, a violé le Traité de 1967 en autorisant les entreprises des États-Unis à s'emparer des ressources de l'espace.

Trump, avec la création de son armée de l'espace, a officialisé la stratégie de militarisation de l'espace par les États-Unis, liée à son exploitation par les firmes capitalistes globalisées de son pays. Macron, avec bien sûr des moyens et des objectifs plus modestes, vient d'emboîter le pas aux États-Unis.

La France est la quatrième puissance spatiale, elle est le moteur de l'Europe dans ce domaine. Mais force est de constater qu'alors que les États-Unis dépensent annuellement 40 milliards pour le spatial, l'Europe n'en investit que 7 milliards et laisse supprimer ¼ des effectifs d'Ariane group. Les États-Unis réservent aux entreprises américaines comme SpaceX tous ses lancements institutionnels, l'Europe met en concurrence Ariane space. C'est pourquoi, face à l'enjeu stratégique de l'espace, la France et l'Europe devraient constituer un pôle public spatial européen sous la responsabilité de l'ESA et établir le monopole par Ariane space des lancements institutionnels des pays membres de l'Union européenne. Dans le même mouvement, elle devrait renforcer sa coopération avec la Chine et la Russie, pour aboutir à la signature du PPWT et à la sanctuarisation de l'espace comme un bien commun de l'humanité toute entière.

135

---

<sup>5</sup> Traité sur la prévention du placement d'armes dans l'espace ou de l'usage de la force contre des objets dans l'espace ou Treaty on the Prevention of the Placement of Weapons in Outer Space, the Threat or Use of Force against Outer Space Objects.

## **Le *Networks Centric Warfare*, la fuite en avant vers l'automatisation et la robotisation de la guerre et sa privatisation**

Le « *Networks centric warfare* » (NCW) ou, en français, « combat en réseau infocentré », est la nouvelle doctrine militaire des États-Unis et par extension de la majorité de ses alliés de l'OTAN. Il s'agit de considérer le champ de bataille comme un système d'information. Chaque combattant, chaque engin de combat, chaque drone, chaque élément de la chaîne logistique émettent des informations en temps réel qui sont remontées dans la chaîne de commandement, ce qui permet en théorie à l'état-major d'obtenir une fusion de données donnant une vision panoptique du champ de bataille.

Ce qui implique que chaque élément de l'armée, humain ou matériel, soit équipé de capteurs interopérables. Le concept de NCW part du postulat d'assimiler le fonctionnement d'une armée à celui d'une entreprise.

136

Cela permet concrètement aux États-Unis de savoir tout ce que font leurs alliés et de mettre leurs systèmes de combat sous totalement dépendance de l'information qu'ils estiment nécessaire et utile de leur délivrer en fonction des intérêts américains. Le F35 est emblématique de cela, piètre avion de combat, il est avant tout un système d'information réseau centré volant, qui met sous totale dépendance du bon vouloir des États-Unis les nations acheteuses de cet engin. C'est le niveau d'interopérabilité, la capacité de partager ses informations avec le NCW qui définissent la proximité, la nature et l'intensité de l'alliance d'un pays avec Washington. Ce qui implique de faire la guerre à l'américaine, sous contrôle du Pentagone, et de faire le choix dispendieux du tout technologique « *made in america* ». La Turquie l'a appris à ses dépens, car son achat du système antiaérien S400 à la Russie a déclenché un embargo du Pentagone sur les F35 qu'elle avait commandés. Entrer dans NCW implique d'abdiquer une défense nationale autonome des États-Unis.

Une grande partie du NCW repose sur l'usage de drones en particulier MALE. Les drones MALE (Moyenne altitude longue endurance) sont des plates-formes volantes dédiées au renseignement, à la surveillance et à la reconnaissance, capables de rester plusieurs dizaines d'heure au-dessus d'un théâtre d'opération. Ces engins sont munis de nombreux capteurs : caméras optiques

et infrarouges, radars ... Ils transmettent leurs données par satellite à une base arrière qui peut être à des milliers de kilomètres. Ils peuvent être armés : c'est avec des drones MALE armés que des centaines d'assassinats « ciblés » ont été commis sur ordre de différents présidents américains dans les zones tribales du Pakistan. Ils correspondent parfaitement à la manière américaine de faire la guerre dans le cadre du NCW : le tout technologique.

Les drones MALE sont efficaces face à un adversaire peu ou mal armé. Ils sont par contre très vulnérables face à un ennemi disposant de capacités antiaériennes ou/et de systèmes de brouillage des liaisons satellitaires. Bien qu'il fournisse des images de toute sorte d'une zone sur une longue durée, un drone MALE ne pourra jamais se substituer à la richesse et la finesse du renseignement humain. Ils sont avant tout une arme d'intervention extérieure supervisée et permettent de faire la guerre en déconnectant son opérateur des réalités du conflit, dont il n'a qu'une vision abstraite et désincarnée au travers des quelques capteurs et d'une image de caméra.

Le NCW repose sur une conception de la guerre dépolitisée, qui prolonge le concept de guerre au terrorisme. Il s'agit d'une forme de solutionnisme technologique dont les postulats sont qu'à tout conflit la solution se trouve dans une réponse technologique et non politique, car la nature politique des conflits est en elle-même niée. L'humain est toujours le problème et l'accumulation du capital sous forme de technologie est la solution.

Le NCW conduit à la robotisation de la guerre. Une robotisation qui n'exclut pas totalement l'humain de la boucle, comme les systèmes de tir et de patrouille automatiques aux frontières sud-coréennes ou israéliennes, mais qui le rétrograde au rôle de superviseur d'automatisme. L'intervention humaine est réduite au contrôle et à la responsabilité juridique.

Le général Vincent Desportes notait avec raison que la « tentation technologiste exprimait la rationalité propre au complexe militaro-industriel américain qui l'incite à poursuivre sur les voies rentables de l'armement de haute technologie et du lobbying en faveur de budget croissant sans cesse pour financer des équipements toujours plus onéreux »<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> In « Armées : technologiste ou juste technologie ? », *Politique étrangère*, n° 2.

Pour les États-Unis, la robotisation du champ de bataille représente un enjeu économique et financier majeur pour le capitalisme de ce pays. Ainsi, le recours massif aux drones et en particulier aux drones tueurs s'inscrit dans le mouvement de privatisation de l'institution militaire et de la guerre. Les entreprises capitalistes ne font pas que concevoir, produire, vendre et maintenir en état de marche des « canons », elles interviennent maintenant de manière omniprésente dans la mise en œuvre et l'usage des armements. Externalisation oblige, l'armée devient consommatrice de services entièrement produits et contrôlés par des prestataires privés : heures d'observation et de surveillance, analyse des données et production d'informations, et même capacités d'intervention ou de destruction. Derrière la robotisation de la guerre se cache sa privatisation.

Le danger de la privatisation des armées et de la guerre est devenu une réalité prégnante depuis la fin de la guerre froide et la suppression de la conscription dans la majorité des pays membres de l'OTAN. Cette réalité est multiforme. Elle touche les industries de défense, les fonctions de logistique, d'entraînement, de gardiennage, de sécurité, y compris informatique, de mise en œuvre des systèmes d'armes, y compris sur le champ de bataille. Sur le théâtre des opérations, elle se manifeste soit par l'intervention directe de véritables armées privées sous la bannière de « sociétés militaires privées » (SMP) travaillant pour des États, des ONG, des entreprises privées multinationales et même parfois pour l'ONU (*sic*), soit au travers de milices commandées par des chefs de guerre agissant pour leur propre compte ou pour divers intérêts privés.

Le marché que représentent les SMP est déjà évalué à 200 milliards de dollars. En 1991, lors de la 1<sup>re</sup> guerre du Golfe, on comptait un employé de SMP pour cent militaires, en 1995 en Bosnie, la proportion est montée à un pour dix, et lors de l'intervention américaine en Irak, la proportion atteignait la parité. Aujourd'hui, plus de 28 % des systèmes d'armes de l'armée des États-Unis reposent sur la connaissance et la maîtrise d'entrepreneurs privés.

Le rôle de plus en plus important des SMP sur le théâtre d'opérations que cela soit sur commande d'États tiers, de l'OTAN, d'ONG, de l'ONU ou d'entreprises privées, pose problème. À Falloujah, en 2004, les SMP ont combattu de concert avec l'armée des États-Unis sur le champ de bataille.

Les forces armées ne peuvent se gérer ou se « manager » comme une entreprise privée, avec son cœur de métier, ses ressources

humaines, son capital. En effet, la raison sociale de l'armée n'est pas de produire des biens et des services, d'être rentable ou profitable, son rôle est, de par le monopole d'État de l'usage de la violence armée, de dissuader tout agresseur potentiel extérieur de porter atteinte au territoire national et à l'indépendance politique de la nation concernée. L'efficacité d'une armée doit se mesurer à son non-emploi et à sa contribution à construire un monde de paix et de sécurité collective.

Ce qui s'est passé et se passe en Irak, en Afghanistan, en Syrie et au Yémen montre les désastres auxquels conduit cette privatisation de la guerre qui se cache derrière la dogmatisation du NCW.

Il n'y a jamais de solution militaire à une guerre, encore moins de solution technologique, le seul moyen de mettre un terme à une guerre est la politique.

Derrière la conception états-unienne de la guerre, qui est de fait maintenant la conception dominante en Europe occidentale et en France, il y a le postulat paranoïaque et faux, explicité par l'Institut Montaigne et Nicolas Baverez lors des élections présidentielles de 2017, « qu'il n'est pas de situation plus dangereuse que la cohabitation proche de sociétés riches, vieillissantes, ouvertes et désarmées avec des peuples jeunes, pauvres, désespérés et surarmés »<sup>7</sup>.

Cette vision anxieuse et schématique du mouvement du monde interdit de discerner les ressorts des menaces qui pèsent sur la liberté et l'indépendance des peuples en évacuant les rapports sociaux de classe et de domination, mais aussi les capacités de résilience populaire en France, en Europe et dans le monde, qui peuvent permettre de fonder une nouvelle sécurité collective assise sur les principes de la Charte de l'ONU.

D'où, avec la doctrine américaine l'abandon du concept de *défense nationale* au profit de celui de *sécurité globale*<sup>8</sup> incluant un continuum allant des forces armées jusqu'aux sociétés de sécurité privée. Le « modèle » (*sic*) mis en avant est celui de l'État d'Israël, où la majeure partie de la sécurité intérieure est sous-traitée à des milices privées et des sociétés de sécurité, qui sont par ailleurs totalement intégrées dans un même système avec l'armée et la police<sup>9</sup>.

<sup>7</sup> <<http://www.institutmontaigne.org/fr/publications/refonder-la-securite-nationale#telecharger>>, p. 7.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p. 9.

<sup>9</sup> *Ibidem*, p. 64.

Or le concept de « défense nationale » participe à ce qui fait nation au sens positif du terme, alors que celui de « sécurité globale » divise en fabriquant des « ennemis de l'intérieur », sans permettre, contrairement aux idées reçues, une meilleure coopération entre les services de l'État contre les menaces terroristes entre autres. La notion de « sécurité globale » débouche sur une privatisation de la mise en œuvre du droit à la sûreté au profit de grands groupes transnationaux, vendeurs de solutions globales de service de sécurité à la seule destination de ceux qui pourront se les payer<sup>10</sup>.

Sous couvert de *refonder la sécurité nationale*, on renforce les causes de l'insécurité et on porte atteinte aux capacités de résilience, de cohésion et de solidarité des sociétés. À cette vision stratégique qui enferme dans un cercle vicieux, où la guerre, le terrorisme et l'insécurité se nourriraient d'eux-mêmes, il est nécessaire d'opposer la déclaration du chef de l'État norvégien au lendemain de la tuerie d'Utoya : « Nous allons répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture et de tolérance ».

140

## La cyberguerre

Les réseaux de télécommunication, les centres de stockage de données, les codes des logiciels sont devenus les champs de bataille de véritables cyberguerres : espionnage industriel et économique, cracking, destruction de données et de nœuds de communication... Ces cyberguerres peuvent potentiellement mettre à genoux l'économie et le fonctionnement d'un pays moderne aussi sûrement qu'une campagne de bombardement massif d'infrastructures. La NSA, les États-Unis pratiquent aussi un espionnage industriel et commercial massif au profit des grandes transnationales à base nord-américaine. Dans une société où 98 % des informations concernant un citoyen sont numérisées, où chacun est potentiellement géolocalisable et vidéosurveillable, dans un monde où demain une multitude d'objets connectés enverront en temps réel des informations sur ce nous faisons et allons faire, sur ce que nous consommons et sur notre santé, la question de

---

<sup>10</sup> Voir la « solution globale » d'Airbus Group : <<http://www.intelligence-airbusds.com/en/74-defence-homeland-security>>.

l'accès et du traitement automatique de cette masse de données, devient stratégique.

Les cybermenaces les plus sérieuses – loin du mythe du hacker isolé ou du groupe de cyberterroristes – viennent essentiellement d'un État et d'entreprises d'exploitation du *big data* liées aux grandes plateformes numériques comme Cambridge Analytica. La principale menace sur le cyberspace ne vient pas des « *crackers* » affiliés à Daesh, mais des agences gouvernementales des États-Unis, comme l'a révélé Snowden, et des transnationales qui gravitent autour.

Bernard Cazeneuve, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, se plaignait que les GAFAM en savait plus sur chaque Français que ses services, oubliant que le problème était justement ce pouvoir acquis grâce à la collecte de masse et à la centralisation de données et métadonnées personnelles et non la qualité des propriétaires de ce pouvoir. En Russie et en Chine, les plateformes numériques sont sous contrôle de l'État et les grandes plateformes du capitalisme digital mondialisé doivent se conformer à de fortes contraintes et à une limitation de certains de leurs services. Les Internets russe et chinois fonctionnent comme des intranets nationaux. Aux États-Unis, il existe une coopération étroite entre les GAFAM, surtout au profit de l'espionnage économique et l'extraterritorialité de la loi états-unienne<sup>11</sup>. Mais cette coopération n'est pas exempte de conflit, et de contradictions, car en tachant l'e-réputation de ces plateformes, elle leur porte préjudice auprès des citoyens consommateurs. Ainsi plusieurs conflits ont opposé le FBI et Apple au sujet du déverrouillage d'Iphone appartenant à des auteurs de tuerie<sup>12</sup>. Après les révélations d'Edouard Snowden sur l'espionnage massif de l'Union européenne dans le cadre d'une coopération entre la NSA et les grandes entreprises du numérique à base états-unienne, la Commission européenne s'est légèrement rebiffée en annulant l'Accord « Safe Harbor » sur la confidentialité des données transitant par les États-Unis. Le « Safe Harbor » a été remplacé par le « privacy shield » qui est censé faire que la collecte massive de données effectuées par la NSA ne soit plus « ni massive », ni « sans discernement » (*sic*). Dans les faits, vu la faiblesse politique de l'Union européenne face aux États-Unis

<sup>11</sup> Cette extraterritorialité est une arme de guerre économique massive, qui a permis à General Electric de s'emparer d'Alstom Énergie.

<sup>12</sup> Affaire des tueries de Sutherland Springs et de San Bernardino.

et aux GAFAM, cet accord pourrait se résumer par l'adage « tout changer afin que rien ne change ». C'est pourquoi la France devrait pousser l'Union européenne à hausser le ton – y compris par des menaces de représailles économiques – vis-à-vis des États-Unis et des GAFAM afin de faire respecter l'extraterritorialité du Règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD) sur les data des citoyens, entreprises et États du Vieux Continent.

Dans le même temps, il s'est développé légalement, mais aussi illégalement et clandestinement, tout un arsenal sécuritaire au service d'une surveillance de masse et du contrôle social des populations : espionnage de masse par la NSA, avec notamment le programme Echelon, le programme Indect en Europe, généralisation de la biométrie et de la vidéosurveillance, la légalisation sur la reconnaissance faciale, les arrestations préventives à partir de la surveillance des réseaux sociaux, le système numérique de notation sociale des citoyens en Chine<sup>13</sup>. C'est ainsi que l'on parle de repérage en amont de « comportements potentiellement déviants ». L'exploitation de logiciels de profilage à partir des données de masse et des algorithmes d'intelligence artificielle conduit déjà à des exécutions sommaires extraterritoriales de la part des États-Unis au moyen de drones armés. La décision de la France d'armer ses drones à son tour ne peut conduire qu'à ce type de dérive.

Derrière les mots valises de *fake new* ou d'*infox* se cache la mise en œuvre de véritables stratégies marketing utilisant les rumeurs et les mensonges de manière ciblée, en s'appuyant sur des techniques développées à partir des sciences cognitives et comportementales.

Les cyberattaques peuvent ainsi prendre la forme de manipulation politique à grande échelle, avec une diffusion massive, mais ciblée de *fake new*, exploitant les biais cognitifs et les peurs de chacun révélées par l'exploitation du big data. Ainsi lors des présidentielles de 2016, Trump a loué les services de l'entreprise Cambridge Analytica, qui possède les données personnelles de 220 millions d'adultes américains, pour envoyer des « *dark posts* » ciblés de Facebook, c'est-à-dire des messages sponsorisés adressés seulement à des profils précis, et non visibles par les autres. Le soir du 3<sup>e</sup> débat entre Clinton et Trump, Cambridge Analytica

<sup>13</sup> <<https://www.youtube.com/watch?v=7e6MNRHPqUo>>.

a envoyé 175 000 messages différents à des groupes parfois minuscules, un quartier, une résidence..., jouant sur les peurs cachées avec une logique d'individualisation extrême, construite sur des comportements indiqués par les graphes relationnels des données personnelles, et non plus seulement sur des opinions politiques revendiquées.

## **Conclusion: l'ère de la guerre sans limite et sans fin**

Le xx<sup>e</sup> siècle, moment de l'apogée du capitalisme, de la production industrielle de masse standardisée, fut marqué par la guerre de masse opposant chars, avions de combat, portes avions et sous-marins produits en grande série selon les méthodes tayloriennes. Structurellement, la Seconde Guerre mondiale fut gagnée dans les usines de l'Union soviétique et des États-Unis, l'accès au pétrole pour faire tourner les moteurs des chars, des avions et des navires, fut aussi déterminant.

Aujourd'hui, au temps du capitalisme globalisé et numérisé, de l'industrie 4.0 et de la fusion de l'industrie et des services, nous sommes entrés dans une ère d'une « guerre hors limite, où la distinction entre le champ de bataille et hors de lui n'existe plus. Les espaces naturels que sont la terre, la mer, l'air et l'espace sont des champs de bataille. Les espaces sociaux que sont les domaines militaire, politique, économique, culturel et psychologique sont des champs de bataille où l'affrontement entre les forces antagoniques est le plus acharné. La guerre peut être militaire, paramilitaire ou non militaire. Elle peut recourir à la violence ou peut être aussi non violente. Elle peut être un affrontement entre militaires professionnels ainsi qu'un affrontement entre des forces émergentes principalement constituées de civils ou de spécialistes. Ces caractéristiques marquent la ligne de partage entre la guerre hors limites et la guerre traditionnelle, et elles tracent la ligne de départ des nouvelles formes de guerre ». Ces lignes écrites par deux penseurs militaires chinois, Liang Qiao et Xiangsui Wang, dans un ouvrage de 2003 intitulé *La Guerre hors limites*, montrent que le capitalisme actuel nous engage dans une guerre civile mondiale sans fin. C'est pourquoi la lutte pour la paix ne peut se réduire à seulement une lutte pour le désarmement multilatéral, ce qui la conduirait au même échec que la bulle papale interdisant

l'arbalète au Moyen Âge. Elle doit être celle du dépassement radical des rapports sociaux et des modes de production actuels.

En ces temps de la globalisation de la production et des échanges, de la révolution du mariage des bits et des atomes, de la crise des matières premières, des crises climatiques, de la transition énergétique et écologique, une politique de défense assurant la paix et la souveraineté populaire n'est pas uniquement une question militaire. Elle est avant tout une affaire de stratégie géopolitique globale. On ne peut mettre en œuvre une politique de défense sans penser éducation, R & D, politique industrielle et technologique, santé, démographie, agriculture, maîtrise et protection des ressources naturelles...

C'est pourquoi, dans un monde devenu plus ouvert, plus complexe, mais où de nouveaux dangers se conjuguent à de nouvelles solidarités, de nouveaux possibles, les questions de défense, de paix et de guerre et les choix politiques qu'elles impliquent ne peuvent être l'apanage d'une petite « élite » liée au capital, mais doit être l'affaire du plus grand nombre dans le cadre d'un débat démocratique instruit.

Il est temps ouvrir en France un grand débat populaire sur ce que doit être une politique de défense et de sûreté libérée de l'OTAN et qui assurerait la liberté, l'indépendance des peuples dans une Europe et un bassin méditerranéen de la paix et de la sécurité collective.

**Résumé:**

Le capitalisme globalisé est entré dans une phase aiguë de crise, avec pour corolaire la crise de l'hégémonie militaire des États-Unis, de l'OTAN, l'émergence de nouvelles puissances régionales ou mondiales et d'acteurs mondiaux non étatiques réticulaires comme les GAFA ou les organisations terroristes. La relance de la course aux armements nucléaires, la militarisation de l'espace, de nouvelles doctrines militaires comme le Networks Centric Warfare, la fuite en avant vers l'automatisation et la robotisation de la guerre et sa privatisation conduisent à dépolitiser la guerre et à la rendre sans fin. Dans un monde devenu plus ouvert, plus complexe, mais où de nouveaux dangers se conjuguent à de nouvelles solidarités, de nouveaux possibles, les questions de défense, de paix et de guerre et les choix politiques qu'elles impliquent ne peuvent plus être l'apanage d'une petite « élite » liée au capital, mais doivent être l'affaire du plus grand nombre.